Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Kirchner-a-repondu-a-l-arrogante-pression-du-gouvernement-francais-en-faveur-du-Groupe-Suez>

La relation avec Paris est restée sous l'eau.

Kirchner a répondu à l'arrogante pression du gouvernement français en faveur du Groupe Suez

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -
Date de mise en ligne : vendredi 24 mars 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le Président argentin a défendu l'annulation du contrat avec d'Aguas Argentinas et a répondu aux critiques du gouvernement de Chirac. "Je ne suis pas disposé à baisser le regard pour que nous rende visite un président ou qu'un ministère des affaires étrangères reste tranquille", a-t-il souligné. Le Gouvernement écarte les demandes d'indemnisation.

Par [Página 12](#).

Buenos Aires, 24 mars 2006.

[Leer en español](#)

Néstor Kirchner s'est chargé de répondre à la forte pression politique du gouvernement français pour la résiliation du contrat d'Aguas Argentinas. Il l'a fait comme il l'aime le plus : pendant une réunion et sans détour. "J'ai un grand respect du peuple français et du président (Jacques) Chirac, mais il est clair que je ne suis pas disposé à baisser le regard et à permettre qu'on contamine l'eau qu'utilisent les argentins pour qu'un président nous rende visite ou qu'un ministère des affaires étrangères se tienne tranquille", a-t-il souligné. Avant-hier, le Ministère des affaires étrangères de ce pays était parti à la défense du groupe Suez, qui contrôle le concessionnaire, et qui avait réclamé l'intervention du tribunal arbitral de la Banque Mondiale pour qu'il ordonne une réparation financière pour l'entreprise.

Le gouvernement français a aussi laissé entendre que Chirac exclura l'Argentine de sa visite dans la région en signal de protestation pour l'expulsion de Suez. C'est la seconde entreprise d'origine française qui perd une concession durant l'administration Kirchner. La précédente fut *Thales Espectrum*, opérateur de l'espace radioélectrique. Le ministère des affaires étrangères français a évité hier de faire des commentaires sur les déclarations de Kirchner, mais a prévu de donner aujourd'hui son avis pendant son habituelle conférence de presse hebdomadaire.

La relation entre les deux gouvernements est marquée par la politique argentine envers les privatisées. Electricité de France s'est aussi retirée, en tant qu'actionnaire d'Edenor, en rejet de cette politique et du retard pour augmenter des tarifs. La différence, c'est qu'elle a vendu la plupart de ses actions au groupe local Dolphin.

En 2004, Kirchner et Chirac avaient obtenu signer une trêve pour le conflit avec Suez. En cette époque, le Gouvernement avait signé un accord avec l'entreprise pour renégocier le contrat les mois suivants. Ce fut à cette occasion que Kirchner a pris à des Aguas Argentinas comme exemple devant les autres prestataires de services publics. Toutefois, cela n'a pas abouti en 2005, la trêve fut rompue et le conflit est resté sans solution jusqu'à mardi passé, quand a été décidé la renationalisation du service.

Le Président a dirigé hier à Martínez la réunion de présentation du Plan National du Livre et là a déclaré de ne pas être "disposé à ce que des millions d'argentins vivent sans eau et sans égout, comme si c'était un bien inaccessible". Il a ensuite soutenu que "l'eau est un bien public que l'État doit garantir qu'elle arrive à tous". Et dans sa réponse à la Chancellerie française, il a remarqué que "nous ne sommes pas non plus disposés à accepter tout prix ou tout tarif comme si l'eau était un bien inaccessible. Il y a des entreprises, il y a des espaces de l'économie qui sont fait pour la rentabilité, et il y a d'autres qui doivent arriver comme un acte justice et de dignité aux gens".

Quant à la nécessité de disposer des investissements, Kirchner a ajouté que "nous voulons que viennent tous les

Kirchner a répondu à l'arrogante pression du gouvernement français en faveur du Groupe Suez

capitaux du monde, mais aussi nous voulons construire une nation et une fois pour toutes avoir une viabilité, et ne pas être le fruit d'une équation économique dans laquelle les argentins soient toujours des perdants ".

Le gouverneur de Santa Fe, Jorge Obeid, s'est joint aux mises en cause de Suez. Dans cette province on a aussi annulé le contrat et nationalisé le service. L'élu a soutenu que l'entreprise dissoute Aguas Provinciales, gérée par les français, était "inefficace, insensible, inadéquate et inutile".

Un des aspects non résolus de la rupture de la concession est ce qu'il passera avec l'entité de contrôle d'Aguas Argentinas, l'Etoss. L'organisme comprend des représentants du gouvernement national et des administrations de la ville et la province de Buenos Aires. Son président, Carlos Vilas, qui représente à la nation, a indiqué que "dans les prochaines semaines" on définira le devenir de l'entité. "Dorénavant il faut étudier quelle est la ré-ingénierie que doivent éprouver les mécanismes de contrôle du service", a-t-il indiqué. Bien qu'il soit loin d'être un technicien dans des services sanitaires, Aníbal Fernández a signalé hier que la quantité de nitrates que contient l'eau dans diverses zones du Grand Buenos Aires a mis milliers de personnes "en situation presque d'empoisonnement". "Dans tout lieu du monde, a-t-il expliqué, il ne peut y avoir plus de 45 milligrammes de nitrates par litre", mais dans plusieurs localités de la banlieue une étude a montré qu'il y avait "63 milligrammes par litre en fin domiciliaire et presque 145 milligrammes dans les perforations". Le ministre de l'Intérieur a dit que "le pire est qu'il y avait une responsabilité d'investissements", mais ceux-ci "n'ont pas été faits, ils ont 110 millions de dollars de dividendes, nous avons deux millions de concitoyens sans eau potable et quatre millions sans égout". "Il est déjà plus que temps de dire assez", a-t-il conclu.